

CRISE POLITIQUE : LA DROITE FACE À SES RESPONSABILITÉS



JEAN-THOMAS LESUEUR

NOTE D'ACTUALITÉ 98, SEPTEMBRE 2025



L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées, un centre d'actions et une école de formation. Libéral-conservateur, libre et indépendant, il est basé à Paris et Bruxelles.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

8, rue Monsigny
F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Clos des Salanganes, 5
B-1150 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 472 87 80 37

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

Le vote de confiance réclamé à l'Assemblée nationale par le Premier ministre François Bayrou le 8 septembre prochain plonge de nouveau la France dans une confusion profonde. Le blocage institutionnel prévisible aggrave la situation financière, économique et sociale du pays et les mouvements sociaux qui s'annoncent assombrissent encore les perspectives. Dans ce contexte, l'avenir de la droite, en crise depuis des années, est incertain. Il est trop facile néanmoins de s'en prendre à Emmanuel Macron ou au Rassemblement national. Jean-Thomas Lesueur explique pourquoi la droite est la première responsable de ce qui lui arrive. Il rappelle rapidement quarante années d'incurie, de lâcheté intellectuelle et de fautes stratégiques. Il propose une voie, pour le moins escarpée il est vrai, pour lui faire retrouver l'oreille des Français. Elle passe par des solutions radicales pour répondre au vaste mouvement de dépossession qui touchent les Français depuis plusieurs décennies : dépossession politique, économique, sociale et identitaire. Il s'agit de proposer aux Français de reprendre le contrôle sur le destin de la France et sur leur vie. Face à l'instabilité qui menace, telle est la responsabilité de la droite.

Avec le pari à haut risque du Premier ministre François Bayrou qui demandera la confiance à l'Assemblée nationale le 8 septembre, voici donc la France prête à plonger une nouvelle fois dans l'instabilité politique. Cette errance, inquiétante en soi, aggrave encore la situation financière, économique et sociale d'un pays engagé sur la pente du déclin depuis plusieurs décennies. A n'en pas douter, les mouvements sociaux qui s'annoncent pour les prochaines semaines seront inflammables.

Sur le strict plan institutionnel, le président de la République porte une lourde responsabilité dans cet état de fait. Car, si la fragmentation électorale en trois blocs est d'abord le reflet de la division idéologique, politique et sociale des Français (ainsi que le résultat de la défiance démocratique qu'on constate partout en Occident), force est de constater que le « dépassement » macronien, qui est au vrai un simplisme vénéneux pour la démocratie, aura pousser le pays à la crise de nerf et à ce qu'il faut bien regarder comme une crise de régime larvée.

Le paysage politique se trouve à la fois hérissé et désolé. Aucune combinaison imaginée par les états-majors et les médias n'est susceptible d'apporter un peu de stabilité. Du fait de la disparition du « fait majoritaire », même une nouvelle élection présidentielle ne serait pas la garantie d'un retour à la normale institutionnelle. L'hypercentre est discrédité et très puissamment rejeté. LFI montre un visage effarant, islamo-gauchisme, antisémitisme décomplexé et néo-socialisme en étendards. L'autre gauche (PS, PC et écologistes) patauge dans les contradictions et les chimères socialistes les plus éculées. Le Rassemblement national, premier parti de France et de loin, n'est sans doute pas capable d'obtenir une majorité absolue et beaucoup doutent de sa capacité à gouverner. La droite enfin, dont la macronie travaille à l'évaporation depuis sept ans, paraît à son point de non-retour.



Dans un pays qu'on dit majoritairement « à droite », peut-elle encore redresser la tête ? Est-elle vouée à disparaître ou peut-elle encore se métamorphoser ? A-t-elle encore un espace politique ? A-t-elle encore quelque chose à dire aux Français ? Pour répondre à ces questions, nous proposons un rapide coup d'œil sur les fautes et les échecs de la droite de ces quarante dernières années et esquissons une voie escarpée pour son renouveau.

Quarante années d'erreurs : fautes et contresens du chiraquisme

Cela fait quarante ans que le Rassemblement national (à l'époque Front national) a surgi dans la vie politique française quand il obtint 11 % aux élections européennes de 1984. On sait le rôle que François Mitterrand joua dans cette émergence, vouée à gêner la droite sur sa droite. On peut reprocher son cynisme à l'ancien président socialiste mais reconnaissons que la manœuvre fut efficace. Il ne sert à rien de s'en prendre à l'habileté de son adversaire : mieux vaut s'interroger sur ses faiblesses et ses erreurs pour les corriger.

C'est ce que ne sut pas faire la droite pendant plus de vingt ans, dominée par un chiraquisme quiet et paresseux qui reçut son onction morale lors du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002. Face à Jean-Marie Le Pen, Jacques Chirac fut réélu avec un score de dictateur. Personne n'en eut cure. La République était sauvée. Le « cercle de la raison » respirait. Dans les institutions comme sur les plateaux télé, la moraline coulait à flot.

Mais le problème ne fut pas traité. L'alerte sur la question migratoire dont Jean-Marie Le Pen s'était fait le héraut ne fut jamais analysée pour ce qu'elle était : le cri des Français contre le vaste mouvement de dépossession qui allait caractériser les décennies qui suivirent. Immigration massive et continue, mondialisation et financiarisation de l'économie, construction européenne obscure et sans fin, progressisme éducatif, culturel et sociétal : jamais la droite française ne su répondre à ces réalités vécues par les Français autrement que par un morne accompagnement et l'injonction à « s'adapter ».

Sur le plan institutionnel, à la faute que constitua le passage au quinquennat (et l'inversion du calendrier électoral) en 2000, Jacques Chirac ajouta le contresens politique en soutenant la création de l'UMP (2002). Flanqué du « meilleur d'entre eux » Alain Juppé, il engagea le processus de réduction de l'espace politique de la droite en fondant en un seul parti ses sensibilités différentes et concurrentes. En France, la droite n'existe pas : ce sont des droites qui cohabitent. En mêlant centristes, libéraux, gaullistes et conservateurs (qui ne disaient pas encore leur nom), l'UMP fut une machine à perdre.



2007-2017 : le début de la fin ?

Car la victoire de la droite « musclée » de Nicolas Sarkozy en 2007 fut une victoire en trompe-l'œil. Avant tout parce que son quinquennat débuta avec la trahison du traité de Lisbonne. En faisant ratifier par le Congrès un traité peu ou prou identique à celui rejeté par les Français lors du référendum deux ans auparavant, Nicolas Sarkozy choisit Bruxelles et les élites contre le peuple. 2007 est une date majeure dans l'histoire du divorce entre elles et lui. S'il faut une date pour marquer la « sécession des élites » en France, c'est celle-ci. La droite y perdit définitivement son assise populaire.

À quoi s'ajoute que ce quinquennat brouillon et fébrile n'obtint que peu de résultats politiques. Sur la question migratoire par exemple, malgré deux lois votées, la création d'un ministère dédié et l'organisation d'un étrange « débat sur l'identité nationale » (confié à un ministre venu de la gauche), aucune inflexion sensible et pérenne des flux ne fut observée. La crise financière, toujours présentée comme une excuse, n'explique pas tout.

Masquée un temps par la présence de Nicolas Sarkozy à l'Élysée, les dissensions entre les différentes familles de l'UMP (devenue Les Républicains en 2015) ne firent que croître à partir de 2012. Le parti cessa de réfléchir et de produire des idées. Il plongea dans la « post-politique », dont Emmanuel Macron sera bientôt le parangon : mélange d'approche managériale, de réflexes technocratiques et de pauvreté intellectuelle.

Les divergences, accompagnées parfois de querelles publiques, s'approfondissaient à mesure que l'espace politique se réduisait. La cure d'opposition pendant le quinquennat Hollande ne fut mise à profit ni pour une réorientation stratégique, ni pour un travail de fond programmatique. La défaite de François Fillon en 2017 sonna le glas de l'illusion (que nous partageâmes, avouons-le) d'une « majorité conservatrice » dans le pays et marqua la fin de la droite comme force structurante de la vie politique française.

La disparition de l'espace politique de la droite

Depuis huit ans, il ne s'est rien passé d'important à droite : aucune remise en cause, aucune idée neuve, aucun plan de bataille audacieux. Depuis huit ans, ses responsables expliquent que c'est en ne faisant alliance ni avec Emmanuel Macron, ni avec le Rassemblement national, que la droite retrouvera le chemin de la victoire. Que c'est en défendant ses idées et ses valeurs propres qu'elle retrouvera la confiance des Français. Quelles idées ? Quelles valeurs ? Ce n'est pas clair. Et, si elle se justifie sur le plan institutionnel, la participation des LR aux gouvernements Barnier puis Bayrou n'aide pas à la clarification.

En attendant, coincée entre le pôle central réduit à la portion congrue et le RN en cours de normalisation, la droite voit, il faut y insister, son espace politique restreint. La déconfiture du camp présidentiel ne lui profite que peu pour le moment. Car ce n'est pas, ce n'est plus,



primordialement une question d'incarnation, ni de leadership : Valérie Pécresse n'a certes obtenu qu'un tout petit 4,78 % au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 avec un discours plutôt centriste mais François-Xavier Bellamy n'a réuni que 7,25 % des électeurs lors des élections européennes de juin 2024 sur un positionnement plus droitier. Et le parti n'obtint que 5,41 % lors des élections législatives qui suivirent la dissolution.

Demain ?

Dans la reconfiguration en cours, il n'y a plus qu'une portion congrue disponible pour un parti qui n'a pas tiré beaucoup de leçons des quarante années qui viennent de s'écouler et qui est le premier responsable de ce qui lui arrive.

Son objectif primordial doit être de réélargir son espace politique, s'il veut survivre demain et redevenir une force qui compte. Comment ? En retrouvant l'oreille d'un nombre de Français toujours plus grand. Par quel moyen ? En apportant des solutions radicales au processus de dépossession qui est, nous l'avons dit plus haut, le fait politique, social et identitaire structurant de ces quarante dernières années. Pour concevoir ces solutions, un important travail intellectuel est nécessaire. Et autant de courage. Car la France est dans un état critique. Quarante années d'immobilisme, de socialisme mental, sans aucune réforme structurelle accomplie, ont produit leur effet. Immigration, sécurité, éducation nationale, système de santé, dette, fiscalité, armée, etc. : tous les secteurs de l'action publique sont « à l'os » et toutes les factures sont à payer en même temps.

Pour être à la hauteur de la situation, il faut proposer aux Français un diagnostic lucide en même temps que des solutions qui rompent avec les demi-mesures, les lâchetés, les réformes technocratiques de ces quarante dernières années. Ces solutions doivent être fortes, audacieuses, tranchantes pour que les Français puissent se dire que la droite est enfin de retour.

Reprendre le contrôle

La réponse à la dépossession est le retour à la souveraineté (de la nation), à l'autonomie (des personnes), à la liberté (des acteurs sociaux, de la famille à l'entreprise). Ne plus subir, ne plus dire « c'est Bruxelles qui... », ne plus se laisser intimider par le progressisme destructeur et intimidant. En un mot : reprendre le contrôle. Reprendre le contrôle du destin collectif de la France et de la vie personnelle des Français.

Sur le plan européen, cela signifie s'engager clairement en faveur d'une Europe confédérale d'États-nations souverains qui coopèrent autant que de besoin, une Europe aux compétences claires et limitées sur lesquelles la valeur ajoutée de la coopération est probante, une Europe au service de ses peuples.



Sur le plan de la défense, cela signifie un effort considérable pour mettre nos armées au niveau des risques et menaces actuels. Il faut prendre la mesure du changement d'époque dont nous sommes les contemporains. Nous vivons un nouvel âge des souverainetés avec un retour des nations, des rivalités de puissance, de la guerre interétatique. Dans la guerre d'Ukraine, au Moyen-Orient, en mer de Chine, les appétits s'aiguisent, les armes parlent ou se préparent. La France doit être au rendez-vous.

Sur le plan régalien, cela signifie que l'État doit être concentré sur ses missions essentielles. Depuis cinquante ans, l'« État social » a dévoré l'État régalien. Une profonde réforme de l'État est urgente pour rediriger les moyens vers la police et la justice en particulier, réduire ceux fléchés vers les dépenses sociales hors de contrôle. Une décentralisation digne de ce nom (et toujours pas accomplie depuis cinquante ans) doit accompagner ce mouvement.

Sur le plan migratoire, une politique drastique de baisse des flux, de renvoi des immigrés illégaux, de resserrement de l'accès à la nationalité doit être conduite. Si l'immigration est une question si essentielle, un sujet si passionnel et inflammable, ce n'est pas parce que les Français seraient racistes ou intolérants (l'accueil de l'immigration massive depuis cinquante ans prouve le contraire). C'est pour deux raisons. D'abord parce qu'elle a pris une telle ampleur qu'elle met en jeu les équilibres sociaux et la « sécurité culturelle » de la nation. Le problème migratoire n'est en effet pas une variable de la politique économique et sociale : c'est une question existentielle en ce qu'elle touche à l'identité et à l'avenir du peuple français et de sa culture. Ensuite parce que beaucoup de Français sentent, devinent et comprennent que la politique migratoire telle qu'elle est conduite est incapable de répondre aux enjeux présents et à venir des phénomènes migratoires, aussi bien français, européens que mondiaux.

Sur le plan économique, un vaste mouvement de libération des acteurs que sont les entreprises est au premier chef est vital. Sortir du « socialisme mental » est urgent. Fiscalité et normes doivent être allégées. La politique énergétique doit être mise au service de la réindustrialisation. Les Français doivent travailler plus et les revenus de ceux qui travaillent doivent augmenter. Les positions prises par la plupart des responsables politiques français sur la réforme des retraites et sur la suppression de deux jours fériés sont consternantes.

Sur le plan éducatif et culturel, tout doit être revu. Liberté, responsabilité et décentralisation doivent guider des changements profonds. L'école doit revenir le lieu d'une instruction exigeante. Une politique culturelle enracinée, qui élève l'homme et célèbre la France doit être mise en œuvre.

Sur le plan institutionnel, une réflexion sur l'avenir de la Ve République ne doit pas effrayer. Preuve est faite qu'elle ne garantit plus la stabilité du pays et nous savons de longue date ce qu'il faut penser de son « absolutisme inefficace ». Par ailleurs, un vaste mouvement de dévolution de libertés aux acteurs de terrains (collectivités, associations, familles), inspiré du post-libéralisme britannique, fera respirer le pays. La défense des communes comme dernier



espace de confiance et d'engagement politique devrait être l'un des crédos de la droite. L'instauration du référendum d'initiative local serait un bon moyen de redonner un peu de pouvoir aux Français.

Responsabilité de la droite

Ce ne sont là que quelques pistes ébauchées. Sur la plupart de ces sujets, l'Institut Thomas More a formulé des propositions et prendra sa part au débat d'idées qui accompagnera, espérons-le, les prochaines échéances électorales.

Le but de tous les acteurs responsables doit être de sortir de la crise politique que vit la France par le haut. La responsabilité de la droite est de proposer aux Français une vision et des solutions à la fois réalistes et qui rompent avec les quarante années que nous venons de vivre. Beaucoup la jugent aujourd'hui illégitime car pour partie comptable du déclin du pays. On en saurait leur donner tort. À elle de prouver, par la puissance et la radicalité de qu'elle sera capable de proposer aux Français, qu'ils peuvent lui donner sa chance. La dernière, sans doute.

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications (notes, rapports, livres) sur notre site

**INSÉCURITÉ ET IMMIGRATION :
PROPOSITIONS POUR AMÉLIORER
L'EXPULSION DES PERSONNES
SOUS OQTF LES PLUS
DANGEREUSES POUR
LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS**

JEAN-THOMAS LESIEUR
10 | 20 OCTOBRE 2024

**PRÉDATION ÉCONOMIQUE
CHINOISE EN EUROPE :
IL EST TEMPS DE (RÉ)AGIR**

CYRIL DENZ, SPILLIART ET ALBAN MAGRO
10 | 10 JUIN 2024

**DE L'UKRAÏNE AU DÉTROIT
DE TAÏWAN : CONFLITS
HÉGÉMONIQUES ET
SOLIDARITÉS OCCIDENTALES**

JEAN-SYLVESTRE MONGRENIER
10 | 14 MARS 2024

**LES ENJEUX MARITIMES DANS
LA GÉOPOLITIQUE COMPLIQUÉE
DE LA PÉNINSULE CORÉENNE**

NIQUEL EUDELINE
10 | 10 AVRIL 2024

**RÉFLEXIONS SUR LES PÉRILS
DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE
ET L'ANTIQUE THÉORIE DE
L'« ANACYCLOSIS »**

JEAN-SYLVESTRE MONGRENIER
10 | 20 OCTOBRE 2024

**PÉKIN ET LA QUESTION
TAIWANAISE À L'HEURE DE
L'ADMINISTRATION TRUMP 2**

LAURENT MALVEZIN
10 | 10 JANVIER 2024

**LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE
DE GIORGIA MELONI, ENTRE
LIBÉRALISME ENRACINÉ ET
PROTECTIONNISME STRATÉGIQUE**

TOUSTAN AUDRAS
10 | 10 MARS 2024

**ESPACES OCÉANIQUES
ET VOIES MARITIMES,
CLEFS DE COMPRÉHENSION
DE LA GÉOPOLITIQUE
GLOBALE DE DONALD TRUMP**

NIQUEL EUDELINE
10 | 20 OCTOBRE 2024

**L'EXPÉRIENCE DU LEVELLING UP
AU ROYAUME-UNI**

DÉCENTRALISATION, CONFIANCE
ET PARADIGME RELATIONNEL (2019-2024)

MARC LE CHEVALLIER
RAPPORT | 14 MARS 2024

**LE DANEMARK, SON STATUT
INTERNATIONAL ET L'ENJEU
D'UNE « EUROPE GÉOPOLITIQUE »**

JEAN-SYLVESTRE MONGRENIER
10 | 20 OCTOBRE 2024

**L'UNION EUROPÉENNE AU
MIROIR DE DONALD TRUMP :
LE RÉVEIL OU LE DÉCLASSEMENT ?**

GILLES DELAFON
10 | 20 OCTOBRE 2024



**La chute du régime
de Dames et la Russie :
un tournant historique ?**

Jean-Sylvestre
Mongrenier

Note d'actualité 93
10 novembre 2024



**La Roumanie, un acteur
ascendant au carrefour
de l'Europe orientale
et du bassin pontique**

Alexandre Hogu

Note 71
10 novembre 2024



La grande parade continue

Socialisme mental et extension
sans fin du domaine de l'État

Note 70
10 novembre 2024



Jean-Sylvestre Mongrenier
Françoise Thom

**GÉOPOLITIQUE
DE LA RUSSIE**

Que
sais-je ?



**Écouter ne suffit pas :
le harcèlement scolaire
et la sanction éducative**

Lyvann Vaté

Note 67
10 novembre 2024



L'auteur

Jean-Thomas Lesueur est directeur général de l'Institut Thomas More. Titulaire d'un Master d'histoire moderne (Paris IV Sorbonne), il a débuté sa carrière comme rapporteur de groupe de travail à l'Institut Montaigne avant de participer à la création de l'Institut Thomas More en 2004. D'abord directeur des Études, il est devenu directeur général en 2007. Au sein de l'équipe de l'Institut Thomas More, il supervise le suivi de la vie politique française. Il s'intéresse en particulier aux blocages politiques et institutionnels propres au « modèle français », à la décentralisation et à la démocratie locale. Il réfléchit également aux questions migratoires et aux problématiques politiques liées aux enjeux culturels et identitaires en France et en Europe •

Programme Institutions et vie politique

Le Programme **Institutions et vie politique** est le laboratoire des solutions innovantes visant à répondre à la défiance croissante des peuples vis-à-vis de leurs institutions politiques. Il n'y aura de nouveau démocratique que par une approche authentiquement subsidiaire et un accroissement de la liberté et de l'autonomie des acteurs.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement la provenance.

